

services incendie, les médecins, le personnel infirmier, la Protection civile, les psychologues, les assistants sociaux, le personnel des TEC, tous ont réagi avec sang-froid, courage et professionnalisme. Le gouvernement loue leur courage et leur dévouement dans des circonstances extrêmement traumatisantes Notre pays les remercie de tout cœur pour le travail exceptionnel accompli.

Le temps de l'action viendra, dès les prochains jours. Aujourd'hui, nous sommes réunis pour montrer que la solidarité et le respect de la personne humaine sont des valeurs fondatrices de notre société. Ensemble, aux côtés des victimes et de leur famille, nous allons prouver que la vie est plus forte que la mort et que la sauvagerie d'un seul individu ne viendra jamais à bout de la générosité de toute une population.

(L'assemblée debout observe une minute de silence.)

Débat

Question orale de Mme Christine Defraigne à la ministre de la Justice sur «le drame à Liège» (n° 5-326)

Question orale de Mme Fauzaya Talhaoui à la ministre de la Justice sur «l'attentat atroce de Liège» (n° 5-327)

Question orale de M. Bart Laeremans à la ministre de la Justice sur «l'hécatombe à Liège» (n° 5-328)

Question orale de M. Jacky Moraël à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur sur «le contrôle renforcé du trafic d'armes de guerre» (n° 5-329)

Mme la présidente. – Au cours de sa réunion de ce midi, le Bureau a décidé de tenir un débat sur l'attentat à Liège.

Mme Christine Defraigne (MR). – Je suis Liégeoise, comme d'autres membres de cette assemblée. Depuis deux jours, la tristesse pèse sur Liège comme une chape de plomb parce que des innocents ont perdu la vie et que d'autres luttent encore pour tenter de survivre à cette catastrophe épouvantable.

Nous devons réagir dans l'émotion, essayer d'éviter tout sensationnalisme, poser les questions avec sobriété, tout en essayant d'y voir clair.

Le ministre Vanackere a dit : « Le temps de l'action viendra ». Cela suscite plusieurs questions. On a loué la capacité d'intervention des services de secours et la gestion du drame par les forces de l'ordre.

Sans vouloir d'aucune manière jeter la suspicion sur qui que ce soit, je souhaite demander à la ministre de l'Intérieur si elle n'estime pas que cette réaction aurait pu être optimisée. Pour l'avoir vécue personnellement, je puis vous dire que la situation de panique a duré plusieurs heures à Liège et que des gens couraient dans tous les sens. C'est pourquoi je me demande si cette réaction des services de police aux informations contradictoires qui circulaient n'aurait pas pu être plus concrète, s'accompagner de mesures plus

Maar ook onze diensten – politieagenten, brandweerlui, dokters, verplegers en verpleegsters, Civiele Bescherming, psychologen, maatschappelijk assistenten, werknemers van de TEC, ... – hebben met grote koelbloedigheid, met moed en met professionalisme gereageerd. De regering prijst hun moed en toewijding in uiterst traumatiserende omstandigheden. Ons land dankt hen van harte voor het uitzonderlijke werk dat ze hebben verricht.

De komende dagen zullen we actie ondernemen. Vandaag zijn we verenigd om te tonen dat solidariteit en eerbied voor de menselijke persoon basiswaarden van onze samenleving zijn. Samen, zij aan zij met de slachtoffers en hun familie, zullen we tonen dat het leven sterker is dan de dood en dat de wreedheid van één individu het nooit zal halen van de edelmoedigheid van een hele bevolking.

(De staande vergadering neemt een minuut stilte in acht.)

Debat

Mondelinge vraag van mevrouw Christine Defraigne aan de minister van Justitie over «het drama in Luik» (nr. 5-326)

Mondelinge vraag van mevrouw Fauzaya Talhaoui aan de minister van Justitie over «de gruwelijke aanslag in Luik» (nr. 5-327)

Mondelinge vraag van de heer Bart Laeremans aan de minister van Justitie over «het bloedbad in Luik» (nr. 5-328)

Mondelinge vraag van de heer Jacky Moraël aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over «de versterking van de controle op de oorlogswapenhandel» (nr. 5-329)

De voorzitter. – Het Bureau heeft vanmiddag besloten een debat te houden over de aanslag in Luik.

Mevrouw Christine Defraigne (MR). – *Ik ben een van de Luikse vertegenwoordigers in deze assemblee. Sinds twee dagen ligt de droefheid loodzwaar over Luik. Onschuldigen lieten het leven en anderen vechten nog om die verschrikkelijke catastrofe te overleven.*

We moeten reageren nu de emoties nog levendig zijn, maar zonder te vervallen in sensatiezucht. We moeten in alle soberheid vragen formuleren en trachten klaar te zien.

Minister Vanackere heeft gezegd: 'De tijd van actief reageren komt nog.' Dat roept verschillende vragen op. We hebben een beroep gedaan op de hulpdiensten en op de ordrestrijdkrachten om de aanpak van het drama in goede banen te leiden.

Zonder wie dan ook op enigerlei wijze verdacht te willen maken, zou ik de minister van Binnenlandse Zaken toch willen vragen of ze niet van mening is dat men meer adequaat had kunnen reageren. Als ooggetuige kan ik u verzekeren dat de paniek in Luik uren heeft geduurd en dat de mensen in alle richtingen renden. Daarom vraag ik me af of de politiediensten niet concreter en vastberadener hadden kunnen reageren op de tegenstrijdige berichten.

Denkt u consequenties en lering te kunnen trekken uit het

déterminées.

Pensez-vous pouvoir tirer des conséquences et des leçons de la façon dont l'essentiel de la crise a été géré ?

Deuxième axe de réflexion : on a beaucoup parlé de trafic d'armes, de la loi sur la détention d'armes. Cette loi a prétendu vouloir faire sortir de l'ombre les armes illégales, mais force est de constater que le trafic illégal d'armes sévit toujours et cause des dégâts irréparables. Ne faut-il pas dès lors revoir cette loi, dont les arrêtés d'exécution ont été cassés les uns après les autres, pour qu'elle soit vraiment efficace ?

Qu'en est-il de la lutte contre les filières parallèles, car ce triste individu détenait, semble-t-il, 9 500 armes illégales, un véritable arsenal ? Comment lutter contre ce trafic ?

Troisième axe de réflexion : on a beaucoup parlé de la libération conditionnelle, du durcissement des conditions de cette libération. Là aussi, je pense qu'il ne faut pas réagir sous l'emprise de l'émotion et agiter des slogans.

La thèse suivant laquelle on permettrait, par exemple, à des assistants de justice d'effectuer des visites domiciliaires est-elle concevable ? Ne faut-il pas plutôt songer à renforcer les moyens qui leur sont octroyés ? On sait que les maisons de justice sont absolument débordées, qu'elles n'ont pas l'occasion de suivre tous les dossiers des libérations conditionnelles décidées par le tribunal d'application des peines pour les peines de plus de trois ans. Quelles mesures concrètes prendra-t-on à cet égard ?

Enfin, des informations ont circulé au sujet de l'arrêt de la Cour d'appel de mars 2009, qui n'aurait pas retenu la prévention de détention d'armes en ce qui concerne Amrani.

La Cour d'appel a-t-elle fait simplement application de la loi pénale la plus favorable, auquel cas il n'y a rien à lui reprocher, ou, conformément à ce qui a pu être dit, la Cour d'appel a-t-elle visé une mauvaise prévention ? Dans ce dernier cas, la responsabilité de l'État belge ne peut-elle pas être engagée, pour autant que l'on puisse déterminer une faute et un lien causal ?

M. Jacky Morael (Ecolo). – En tant que Liégeois également, je partage la douleur et l'effroi que nous avons tous ressentis le 13 décembre devant l'ampleur dramatique des événements : des personnes décédées, d'autres blessées et beaucoup traumatisées.

Même si cela a été maintes fois répété, je tiens à saluer la qualité, l'esprit de dévouement et le sang-froid des services publics, services de sécurité, services de secours, services médicaux, services de transport public, qui se trouvaient dans une « situation de guerre » pour laquelle ils ne sont évidemment pas formés. Et je n'ose imaginer ce qui se serait produit si nous n'avions pas connu ce professionnalisme, ce dévouement et ce sang-froid.

C'est toute une ville, toute une région et tout un pays qui sont aujourd'hui en deuil et sous le choc. Je désire donc m'associer à l'hommage rendu aux victimes décédées, aux blessés, aux traumatisés et à leurs familles.

De telles irruptions de violence, malheureusement souvent imprévisibles, sont évidemment intolérables. Les écologistes tiennent à rappeler combien nous avons besoin de vivre en sécurité dans une société qui sache porter et mettre en œuvre

gevoerde crisismanagement?

Tweede denkspoor: er is veel gesproken over wapenhandel en over de wapenwet. Met die wet heeft men illegale wapens te voorschijn willen halen, maar we moeten wel vaststellen dat de illegale wapenhandel nog steeds woedt en onherstelbare schade berokkent. Moeten we de wet waarvan de uitvoeringsbesluiten één voor één zijn vernietigd, dan niet aanpassen en echt doeltreffend maken?

Hoever staat het met de strijd tegen de parallelle circuits? Dat droevige individu bezat, naar het schijnt, 9 500 illegale wapens? Hoe kan je die zwendel bestrijden?

Derde denkspoor: men heeft het uitvoerig gehad over de voorwaardelijke invrijheidsstelling en over de verstrenging van de voorwaarden tot vrijlating. We mogen ons in dezen niet door onze emoties laten leiden of in slogans vervallen.

Valt de stelling die het mogelijk wil maken voor justitieassistenten om een huis te doorzoeken, wel te overwegen? Moeten we niet eerder de middelen versterken die ze al te hunner beschikking hebben? We weten dat de justitiehuisen overstelpt worden met de follow-up van dossiers van voorlopige invrijheidsstelling voor straffen van meer dan drie jaar waartoe de strafuitvoeringsrechtbank heeft besloten en dat ze niet alle dossiers kunnen volgen. Welke concrete maatregelen nemen we in dat verband?

Er circuleerde ook informatie over het arrest van het Hof van Beroep van maart 2009, dat de tenlastelegging van wapenbezit tegen Amrani niet in aanmerking zou hebben genomen.

Heeft het Hof van Beroep gewoonweg de meest voordelige strafwet toegepast, in welk geval het niets te verwijten valt? Of heeft het Hof, overeenkomstig bepaalde beweringen, zich over een verkeerde tenlastelegging uitgesproken? Is in voorkomend geval de Belgische Staat niet aansprakelijk, tenminste als een fout en een causaal verband kunnen worden aangetoond?

De heer Jacky Morael (Ecolo). – *Als Luikenaar deel ik de pijn en de afschuw die wij allen hebben gevoeld op 13 december tegenover de dramatische omvang van de gebeurtenissen: doden, gewonden en veel getraumatiseerde mensen.*

Ook al is het al herhaaldelijk gezegd, toch houd ik eraan de kwaliteit, toewijding en koelbloedigheid van de overheden, de veiligheidsdiensten, de hulp- en medische diensten, en het openbaar vervoer te loven. Zij bevonden zich in een 'oorlogssituatie' waarvoor ze niet zijn opgeleid. Ik durf me niet voor te stellen wat er zou gebeurd zijn indien dat professionalisme, die toewijding en die koelbloedigheid er niet was geweest.

Een hele stad, een hele streek, een heel land zijn vandaag in rouw en in schok. Ik sluit me aan bij het eerbetoon aan de overleden slachtoffers, de gewonden, de getraumatiseerden en hun families.

Dergelijke geweldsuitbarstingen, die helaas dikwijls onvoorspelbaar zijn, zijn uiteraard onaanvaardbaar. Wij, groenen, willen eraan herinneren hoezeer we er behoefte aan hebben om in veiligheid te leven in een samenleving die de

des valeurs de solidarité, de respect d'autrui et de justice.

Une des dimensions de ce terrible événement est la possession illégale d'armes de guerre. Il ne faut pas se tromper de débat. Même si certains peuvent adresser des reproches à la loi dite Onkelinx sur la possession d'armes légales, nous ne sommes pas ici devant ce cas de figure puisque nous avons affaire à un individu qui collectionnait et a fini par utiliser des armes illégales, des armes de guerre, des armes lourdes.

Un important arsenal avait été découvert lors d'une première perquisition en 2007. Il a été confisqué et n'a pas été restitué à l'intéressé. Selon la presse, il était dès lors prévu d'indemniser ce dernier. S'agit-il d'une pratique habituelle des parquets ? S'agit-il d'une pratique particulière du parquet de Liège ? Cela pose en tous cas question et défie le bon sens. Il me paraît en effet difficile d'envisager de rétribuer une personne lorsque des objets, et *a fortiori* des armes, détenus illégalement ne sont pas restitués.

De même, quelques mois après être sorti de prison, cet individu a pu, apparemment facilement et rapidement, reconstituer un stock d'armes dangereuses. C'est ce que semble démontrer la seconde perquisition qui a été effectuée le jour-même ou le lendemain des événements dramatiques. Il possédait plus d'armes encore qu'il n'en avait emporté place Saint-Lambert. C'est dire s'il devient possible de se procurer à bas prix – selon certains témoins – des armes extrêmement dangereuses. Elles proviennent principalement des Balkans où elles ont été utilisées durant la guerre en Yougoslavie. Ces trafics sont organisés par des réseaux mafieux qui combinent le plus souvent trafic d'armes et trafic de drogues. C'était aussi, semble-t-il, le cas de cet individu.

J'ai entendu Mme Milquet déclarer mercredi, sur les ondes radio de la RTBF, que la Belgique et l'espace Schengen ont fait de la lutte contre ces trafics d'armes de guerre une priorité. Quand et où cette décision a-t-elle été prise ? Quelles modalités prévoit-elle ? Je me permets d'avoir un doute puisque l'avant-projet de plan national de sécurité ne comporte pas cette priorité. Si le gouvernement a toutefois l'intention de l'y ajouter, nous le soutiendrons bien entendu vigoureusement.

Quelles sont les synergies instaurées et les méthodes utilisées au sein de l'espace Schengen ? Quelles sont les pratiques relatives à la saisie d'armes illégales ? Qu'en fait-on ? Sont-elles détruites ? Sont-elles restituées ou revendues à des armuriers ? Que feraient-ils alors avec des armes de guerre ? Je ne vois pas l'intérêt ni l'opportunité de les réintroduire dans le circuit.

À ce stade, l'enquête a-t-elle permis de déterminer par quelle filière cet individu se serait procuré ces nouvelles armes très dangereuses ?

Mme Fauzaya Talhaoui (sp.a). – *La tuerie commise cet été en Norvège par Anders Breivik a été pour nous un cauchemar lointain. C'était l'acte d'un déséquilibré qui a abattu plus de septante personnes innocentes pour des raisons politico-religieuses. Avant-hier, c'est dans notre pays qu'un bain de sang a eu lieu, sur la place Saint-Lambert de Liège où affluaient les étudiants et visiteurs du marché de Noël.*

waarden van solidariteit, respect voor een ander en rechtvaardigheid uitdraagt en toepast.

Eén van de elementen in dit verschrikkelijk voorval is het illegaal bezit van oorlogswapens. We mogen ons niet van debat vergissen. Het gaat niet op, zoals sommigen, het de zogenaamde wet-Onkelinx betreffende het legaal wapenbezit te verwijten. We staan hier niet voor een dergelijk geval, aangezien we hier te maken hebben met een individu dat illegale wapens, oorlogswapens en zware wapens verzamelde en uiteindelijk ook gebruikte.

Tijdens een eerste huiszoeking in 2007 werd een belangrijk arsenaal gevonden. Dat werd in beslag genomen en niet aan betrokkene teruggegeven. Volgens de pers werd toen voorzien in een schadeloosstelling. Gaat het hier om een gebruikelijke praktijk van de parketten of om een bijzondere praktijk van het parket van Luik? Dat doet in elk geval vragen rijzen en het gaat in tegen het gezond verstand. Het lijkt me inderdaad moeilijk te begrijpen dat een persoon wordt vergoed wanneer hem voorwerpen, en a fortiori wapens, die hij illegaal bezat niet worden teruggegeven.

Dat individu kon ook, enkele maanden nadat hij de gevangenis had verlaten, blijkbaar gemakkelijk en snel opnieuw een stock van gevaarlijke wapens aanleggen. Dat lijkt te worden aangetoond door de tweede huiszoeking die de dag zelf van de dramatische gebeurtenissen of de dag erna werd uitgevoerd. Hij bezat nog meer wapens dan deze die hij naar de Place Saint-Lambert had meegebracht. Dat bewijst – volgens sommige getuigen – dat het mogelijk is tegen lage prijzen uiterst gevaarlijke wapens aan te schaffen. Ze komen voornamelijk uit de Balkan, waar ze tijdens de oorlog in Joegoslavië werden gebruikt. Die trafiek wordt georganiseerd door maffianetwerken die meestal wapen- en drugstrafiek combineren. Het lijkt me dat dit ook het geval is bij dit individu. Ik heb mevrouw Milquet woensdag op de RTBF-radio horen verklaren dat België en de Schengenruimte van de strijd tegen die handel in oorlogswapens een prioriteit hebben gemaakt. Wanneer en waar werd die beslissing genomen? Welke modaliteiten bevat ze? Laat me toe dat te betwijfelen, aangezien het voorontwerp van nationaal veiligheidsplan die prioriteit niet bevat. Indien de regering de bedoeling heeft dat eraan toe te voegen, zullen we haar daarin uiteraard ten volle steunen.

Wat zijn de synergieën en de gebruikte methodes die binnen de Schengenruimte worden gebruikt? Hoe verloopt de inbeslagname van illegale wapens? Wat doet men daar mee? Worden die vernietigd? Worden ze teruggegeven of opnieuw verkocht aan wapenhandelaars? Wat doet men met oorlogswapens? Ik zie er het belang en het nut niet van in om ze opnieuw in het circuit te brengen.

Heeft het onderzoek op dit ogenblik al uitgewezen via welk netwerk dat individu die nieuwe, erg gevaarlijke wapens heeft aangeschaft?

Mevrouw Fauzaya Talhaoui (sp.a). – De massamoord in Noorwegen door Anders Breivik deze zomer, was voor ons een verre nachtmerrie. Het was een gek, een einzelgänger die om politiek-religieuze redenen meer dan zeventig onschuldige mensen om het leven bracht. Eergisteren werd in ons eigen land een bloedbad aangericht op de Place Saint-Lambert te Luik, waar op dat moment vele bezoekers van de Kerstmarkt

L'auteur est cette fois un homme de trente-trois ans au lourd passé judiciaire qui bénéficiait depuis peu d'une libération conditionnelle. Le bilan est particulièrement lourd : quatre morts, dont l'auteur des faits, et plus de cent vingt blessés, dont certains sont encore entre la vie et la mort. L'auteur, qui était équipé d'armes lourdes et de grenades et qui avait déjà assassiné une femme plus tôt dans la journée, a visé la foule depuis une plateforme surmontant un établissement horeca.

On ignore encore tout des mobiles de l'auteur, ils seraient liés à un désir de vengeance à l'égard de la police et de la justice. Il était d'ailleurs convoqué ce jour-là pour une audition à la police locale. Il s'est avéré que l'homme disposait d'un impressionnant arsenal et qu'il avait par le passé été condamné pour avoir mis en place une plantation de cannabis. Selon certains enquêteurs, il serait un des principaux pourvoyeurs du crime organisé de la région liégeoise. Il a été condamné à cinquante-huit mois de prison en 2008 pour des faits de drogue et pour détention d'armes. Il a été libéré sous condition l'année dernière après avoir purgé les deux tiers de sa peine. Une des conditions qui lui ont été imposées était l'abstinence d'alcool et de drogues et l'interdiction d'entrer en contact avec des anciens codétenus. À ma connaissance, l'interdiction de détenir des armes ne se trouvait pas dans les conditions.

À quelles conditions l'auteur a-t-il été libéré ? Une des conditions portait-elle sur la détention d'armes ?

Dans quelle mesure les services chargés de l'exécution des peines ont-ils pu assurer le suivi de l'auteur ? À quelle fréquence ? Existait-il des indices qu'il ne respectait pas les conditions de sa libération ? Selon la presse, l'assistante sociale qui le suivait considérait sa situation comme normale et ne soupçonnait pas son état psychologique.

Comment l'homme a-t-il pu rassembler une nouvelle collection d'armes à l'insu de la justice et de la police ?

Qu'en est-il du contrôle de la détention d'armes dans notre pays, surtout chez les personnes ayant des antécédents judiciaires ?

M. Bart Laeremans (VB). – *Les faits horribles qui se sont produits à Liège nous ont tous fort bouleversés. Nous nous inclinons devant les victimes, nous adressons nos condoléances aux proches et nos sentiments de compassion aux survivants. En même temps, il est manifeste que nos services de sécurité – la police mais surtout la justice – ont failli à leur mission de manière quasi inimaginable.*

La carrière criminelle d'Amrani est un exemple de la naïveté et du laxisme de la politique pénale menée dans notre pays. Lorsque l'on voit la bienveillance avec laquelle un criminel au palmarès aussi impressionnant est sanctionné, nous sommes honteux par substitution. Malgré des condamnations répétées pour des faits graves, parmi lesquelles une condamnation effective et une condamnation à des travaux d'intérêt général en 2003, sa première peine d'emprisonnement n'a été exécutée qu'en 2007, à la suite de nouvelles infractions pénales très graves. Malgré cette récidive, il n'a pas purgé les deux tiers de sa peine

en scholieren aanwezig waren. Deze keer was de dader een drieëndertig jarige man met een zwaar gerechtelijk verleden, die net onder voorwaarden was vrijgekomen. De gruwelijke balans: vier doden, waaronder de dader zelf en meer dan honderdtwintig gewonden, waaronder enkele nog steeds voor hun leven vechten. De dader, die eerder die dag nog een andere vrouw doodde, was tot de tanden toe gewapend met zwaar geschut, onder andere granaten en een vuurwapen. Hij had vrij spel vanop het balkon van een horecazaak om op de massa te schieten.

Over de motieven van de dader is nog niets bekend, ze zouden te maken hebben met wraakgevoelens wegens de behandeling door justitie en politie. Hij werd die dag trouwens voor verhoor ontboden op het lokale politiekantoor. De man bleek over een indrukwekkend wapenarsenaal te beschikken en was in het verleden veroordeeld voor het opzetten van een cannabisplantage. Sommige speurders omschreven hem zelfs als een mogelijke hofleverancier en een 'fikser' van georganiseerde misdaad in het Luikse. In 2008 werd hij veroordeeld tot achtenvijftig maanden gevangenisstraf voor drugsfeiten en voor wapenbezit. Hij kwam vorig jaar vrij onder voorwaarden, nadat hij twee derde van zijn straf had uitgezeten. Een van de voorwaarden was onder andere dat hij zich moest onthouden van alcohol en drugs en geen contact mocht hebben met ex-medegedetineerden. Geen wapens bezitten vond ik niet terug bij de voorwaarden.

Onder welke precieze voorwaarden werd de dader vrijgelaten? Was er een voorwaarde in verband met wapenbezit?

In hoeverre hebben de strafuitvoeringsdiensten de dader kunnen volgen? Met welke regelmaat? Waren er tekenen aan de wand dat hij zich niet aan de voorwaarden zou houden? Uit krantenberichten bleek dat de maatschappelijk werkster die hem volgde, deze zaak blijkbaar als een 'normale zaak' beschouwde en geen vermoeden had van de psychologische toestand van betrokkene.

Hoe kon de man erin slagen een nieuwe collectie wapens aan te leggen zonder medeweten van justitie en politie?

Hoe zit het met de controle op wapenbezit in ons land, vooral bij personen met antecedenten?

De heer Bart Laeremans (VB). – De afschuwelijke feiten in Luik hebben ons allemaal zwaar geschokt. We buigen het hoofd voor de slachtoffers en onze gevoelens van medeleven gaan uit naar de nabestaanden en de overlevenden. Tegelijkertijd is het overduidelijk dat onze veiligheidsdiensten – de politie, maar vooral justitie – op haast onvoorstelbare wijze gefaald hebben.

De criminele carrière van Amrani kan echt worden aanzien als een schoolvoorbeeld voor de naïviteit en de laksheid van het strafbeleid in dit land. Als we zien hoe mild een crimineel met een zo uitgebreide staat van dienst is bestraft, overvalt ons een gevoel van plaatsvervangende schaamte. Ondanks herhaalde veroordelingen voor ernstige feiten, waaronder een effectieve veroordeling en een veroordeling tot een werkstraf in 2003, werd zijn eerste gevangenisstraf pas uitgevoerd in 2007 na nieuwe, zeer zware strafrechtelijke feiten. Ondanks die recidive zat hij niet twee derde van zijn straf uit, maar

d'emprisonnement mais à peine 36 des 66 mois.

Les conditions qui lui furent imposées pour sa mise en liberté étaient particulièrement étranges et n'ont pas tenu compte de son passé de détenteur d'armes. Il n'y a eu aucun contrôle à ce sujet. Personne ne s'est rendu sur place ; la surveillance a été confiée à une gentille assistante de justice. Je lis même aujourd'hui qu'il avait été explicitement conseillé à la police d'éviter de harceler Amrani inutilement, aussi longtemps qu'il ne semait pas le trouble dans la rue.

Lorsque des nouveaux faits de mœurs sont apparus, il a reçu un courrier le priant de se présenter lui-même au palais de justice, ce qui permettait d'éviter l'assistance obligatoire d'un avocat durant l'audition.

Nous avons averti que l'arrêt Salduz mènerait à des accidents ; le premier s'est donc produit.

Il s'agit de l'attentat le plus important dans l'histoire de l'après-guerre de ce pays.

Ce gouvernement a dévoilé voici quelques semaines son intention de durcir la loi Lejeune. La nouvelle réglementation est un attrape-nigaud car les règles plus sévères valent uniquement pour les condamnées à 30 ans et plus, et non pour des gangsters et les multirécidivistes comme Amrani.

Pourquoi ce dernier a-t-il déjà été libéré après la moitié de la peine ? Pourquoi la première peine n'a-t-elle pas été intégralement exécutée ? S'il en avait été ainsi, Amrani n'aurait pas été libre aujourd'hui. Pourquoi a-t-il bénéficié d'une libération conditionnelle bien qu'il n'ait pas collaboré à l'instruction et malgré l'avis négatif du parquet ?

À la suite de ces faits, la ministre est-elle disposée à procéder à une adaptation approfondie de la loi Lejeune, et non à une simple modification symbolique ? Quand l'essentiel de la sanction sera-t-il de nouveau soumis au juge pénal ?

Comment se fait-il que le suivi ait été si faible ? Est-il exact qu'il y avait des instructions concrètes d'éviter de harceler Amrani inutilement aussi longtemps qu'il ne cherchait pas les problèmes ? Qui a donné ces instructions ? Existe-t-il une directive selon laquelle des ex-détenus sont uniquement contrôlés à la suite de plaintes ou après avoir été pris en flagrant délit ? Dans l'affirmative, qui a édicté cette directive ? La ministre en était-elle informée ? Comment le contrôle après la remise en liberté sera-t-il réformé et exécuté ?

Pourquoi l'intéressé n'a-t-il pas été immédiatement arrêté pour les nouveaux faits de mœurs ? Y avait-il un rapport avec la législation Salduz ?

M. Philippe Mahoux (PS). – Devant un tel drame, les mots peuvent paraître dérisoires. Je veux toutefois en retenir trois : solidarité, gratitude et inquiétude.

Solidarité avec les familles des victimes, y compris celles qui souffrent dans les hôpitaux.

Gratitude envers les services qui sont intervenus avec, semble-t-il, beaucoup d'efficacité et envers ceux qui continuent à soigner les victimes, tant dans leur corps que dans leur esprit. Je pense en effet que le traumatisme psychique subi en assistant à ce carnage est important.

Inquiétude aussi. Comment un tel carnage est-il possible ? Je

slechts de helft of nauwelijks 36 van de 66 maanden.

De voorwaarden die hem voor zijn invrijheidsstelling werden opgelegd, waren wereldvreemd en hielden geen rekening met zijn wapenverleden. De controle erop was niet bestaand. Niemand kwam ter plaatse; het toezicht werd in handen gelegd van een lieve en zachte justitieassistente. Ik lees vandaag zelfs dat de politie uitdrukkelijk de raad heeft gekregen om Amrani niet nodeloos lastig te vallen. Zolang hij geen keet schopte op straat, werd hij met rust gelaten.

Toen er nieuwe zedenfeiten aan het licht kwamen, kreeg hij een briefje in de bus om zich zelf te melden op het paleis van justitie, waarmee meteen kon worden vermeden dat hij tijdens het verhoor door een advocaat moest worden bijgestaan.

Wij hebben ervoor gewaarschuwd dat de Salduzwet tot ongelukken zou leiden; het eerste ongeluk is dus gebeurd.

Het gaat om de grootste aanslag in de naoorlogse geschiedenis van dit land.

Deze regering pakte enkele weken geleden uit met het voornemen de wet-Lejeune aan te scherpen. De nieuwe regeling is oogverblindend, want de strengere regels gelden alleen voor veroordeelden tot dertig jaar en meer en niet voor gangsters en veelplegers als Nordine Amrani.

Waarom kwam Amrani in casu al na de helft van de straf vrij? Waarom werd alvast de eerste straf niet integraal uitgevoerd? Als dat was gebeurd, dan was Amrani vandaag niet vrij geweest. Waarom kreeg hij het genot van de voorwaardelijke invrijheidstelling, hoewel hij geen medewerking had verleend aan het onderzoek en het parket een negatief advies had uitgebracht?

Is de minister na deze feiten bereid om de wet-Lejeune degelijk aan te passen en niet op een louter symbolische wijze? Wanneer zal het zwaartepunt van de bestraffing opnieuw bij de strafrechter komen?

Hoe komt het dat de follow-up zo extreem zwak was? Klopt het dat er concrete instructies bestonden om Amrani niet nodeloos lastig te vallen, zolang hij geen problemen zocht? Wie gaf die instructies? Bestaat er een richtlijn dat ex-gevangenen enkel worden gecontroleerd na klachten of na betrapping op heterdaad? Zo ja, wie vaardigde die richtlijn uit? Was de minister ervan op de hoogte? Hoe zal de controle na vrijlating worden hervormd en opgevoerd?

Waarom werd de betrokkene niet meteen opgepakt voor de nieuwe zedenfeiten? Had dit met de Salduzwetgeving te maken?

De heer Philippe Mahoux (PS). – In het licht van een dergelijk drama kunnen woorden betekenisloos lijken. Toch wil ik drie woorden onthouden: solidariteit, dankbaarheid en ongerustheid.

Solidariteit met de families van de slachtoffers, met inbegrip van de gewonden in de ziekenhuizen.

Dankbaarheid voor de hulpdiensten die zeer efficiënt zijn opgetreden en voor diegenen die de slachtoffers lichamelijk en geestelijk blijven verzorgen. Wie dat bloedbad heeft meegemaakt moet inderdaad een groot psychische trauma hebben opgelopen.

m'interroge surtout sur les possibilités de prévoir ce qui peut se passer. Comment peut-on l'empêcher ? On pense très souvent que les auteurs de tels actes ont un passé judiciaire. Ce n'est pas toujours le cas.

Je crois qu'il faut se pencher avec beaucoup d'attention sur le trafic d'armes. C'est un problème clairement posé. On semble dire que la recrudescence de ce genre de trafic est notoire.

Puisque ce trafic est connu, il faut le démanteler. J'attire dès lors l'attention des départements de la Justice et de l'Intérieur, et spécialement des services de renseignements qui sont censés s'occuper des trafics souterrains et sur lesquels le Sénat exerce un contrôle.

Nous veillons à ce que le travail de ces services soit encadré par des lois et respectueux de ces lois. Mais dans ce cadre, il faut que ces services s'occupent sérieusement du trafic d'armes.

Les deux ministres de la Justice et de l'Intérieur feront-ils en sorte que ces trafics d'armes soient démantelés ?

M. Huub Broers (N-VA). – *Permettez-moi d'avoir une pensée pour les victimes et leurs proches et de souhaiter à ceux-ci beaucoup de courage et de force pour surmonter cette épreuve. Nous exprimons également notre compassion à Willy Demeyer, bourgmestre de Liège, à la suite de ce drame qu'aucune administration ne peut gérer mais qu'il faut malheureusement endurer.*

Je tiens particulièrement à exprimer mon admiration envers les services de secours qui, lors de leur intervention, ne savaient même pas si le forcené agissait seul mais se sont néanmoins précipités pour aider les victimes. Dans la région, je perçois surtout de l'incertitude et de la colère dans la population. On peut être serein et tranquille sans pour autant renoncer à agir, à s'interroger et à porter un jugement.

Ainsi, nous devons essayer de découvrir comment il a été possible qu'un passionné d'armes, après avoir été libéré et en étant sous contrôle, ait pu acheter tranquillement des pièces d'armes et des armes entières, et même qu'il en ait fait de la contrebande. D'après ce qu'il disait, on aurait pu croire qu'il était sur la bonne voie. La justice savait toutefois que ses activités criminelles dataient déjà de 1994. Il avait seize ans quand il fut condamné pour faits de drogue et vols. Plus tard, se sont ajoutés des coups et blessures et un viol. Il a également été condamné pour détention d'un arsenal d'armes interdites.

Nous constatons à présent qu'il a de nouveau pu se procurer ce matériel dangereux. Quelque chose me fait penser que pour de tels individus, un contrôle plus intensif et concret et un accompagnement plus poussé sont nécessaires, en particulier parce que ces criminels entretiennent souvent de profonds ressentiments envers la société. Peut-être est-ce la raison pour laquelle il a justement choisi la Place Saint-Lambert pour sa tuerie ?

Selon le criminologue Bryce De Ruyver, il n'est pas normal qu'un tribunal d'exécution des peines ne tienne pas compte de la passion d'un individu pour les armes. De plus, les conditions de sa libération étaient manifestement trop générales, de sorte que le contrôle n'était pas suffisamment

Ongerustheid ook. Hoe is een dergelijk bloedbad mogelijk? Vooral, hoe kunnen we voorzien wat er kan gebeuren? Hoe kunnen we het voorkomen? We denken vaak dat de daders van dergelijke feiten een gerechtelijk verleden hebben. Dat is niet altijd het geval.

We zullen ons met zeer veel aandacht moeten buigen over de illegale wapenhandel. Het lijkt erop dat die handel een grote toename kent.

Aangezien die handel bekend is, moet hij worden ontmanteld. Dat moet een aandachtspunt zijn voor de departementen Justitie en Binnenlandse Zaken, en in het bijzonder voor de inlichtingendiensten die geacht worden die ondergrondse handel te volgen, en waarop de Senaat controle uitoefent.

We zien erop toe dat die inlichtingendiensten binnen een wettelijk kader werken en de wetgeving ook naleven. Binnen dat kader moeten die diensten zich wel ernstig met de wapenhandel bezighouden.

Zullen de ministers van Justitie en Binnenlandse Zaken ervoor zorgen dat die illegale wapenhandel wordt ontmanteld?

De heer Huub Broers (N-VA). – Sta mij toe bij deze tussenkomst toch even bij de slachtoffers te verwijlen en bij hun familieleden die wij veel moed en sterkte toewensen om het verlies van hun verwant te verwerken. Ook aan onze collega, Willy Demeyer, burgemeester van Luik, betonen wij ons medeleven naar aanleiding van dit drama, dat geen enkel bestuur kan beheersen, maar helaas moet ondergaan.

Mijn bewondering gaat vooral naar de hulpdiensten, die tijdens hun interventie zelfs niet wisten of de dader alleen handelde, maar de slachtoffers toch te hulp snelden. Als iemand uit de streek, voel ik vooral onzekerheid en boosheid bij de mensen. Sereniteit en een rustige beoordeling zijn helaas geen reden om stil te zitten, om niet te oordelen of om geen vragen te stellen.

Zo moeten we proberen te achterhalen hoe het kon dat een wapenfreak, na zijn vrijlating en onder toezicht, ongestoord wapenonderdelen en hele wapens kon aankopen en zelfs smokkelen. Uit zijn woorden was misschien wel af te leiden dat hij op de goede weg was. Het gerecht wist echter dat zijn criminele feiten al van 1994 dateren. Hij was zestien jaar toen hij als tiener veroordeeld werd voor drugsdelicten en diefstallen. Later kwamen er nog slagen en verwondingen en verkrachting bij. Bovendien werd hij veroordeeld voor het houden van een arsenaal verboden wapens.

We stellen vast dat hij ook nu toch weer dat gevaarlijke tuig in handen wist te krijgen. Iets doet mij denken dat voor dergelijke individuen een geïntensiveerd en concreter toezicht en een sterkere begeleiding nodig zijn, vooral omdat dergelijke criminelen ook vaak grote wrok koesteren tegenover justitie en tegenover de maatschappij. Is het misschien daarom dat hij net de Place Saint-Lambert uitkoos voor zijn moordpartij?

Volgens criminoloog Bryce De Ruyver is het niet normaal dat een strafuitvoeringsrechtbank er geen rekening mee houdt dat iemand een wapenfreak is. Bovendien waren de voorwaarden voor zijn vrijlating blijkbaar te algemeen, zodat de controle onvoldoende gepersonaliseerd werd en niet strak genoeg kon gebeuren. Is het trouwens niet zo dat, zowel het parket als de

personnalisé et qu'il ne pouvait se dérouler assez fermement. D'ailleurs, le parquet et la direction de la prison n'avaient-ils pas donné un avis négatif sur sa libération ? Cela soulève encore plus de questions.

Sans revenir sur la loi sur les armes, il doit toutefois être possible que nous nous attaquions tous au commerce illégal d'armes. La question est de savoir comment nous allons le faire. Je pose cette question en notre nom à tous.

Nous devons accorder en priorité notre attention à une législation qui rend le contrôle possible et coordonne mieux les divers acteurs entre eux.

La ministre de la Justice peut-elle me confirmer, peut-être contrairement à ce qui vient d'être dit à la Chambre – qu'il y a bien eu des avis négatifs et me dire pourquoi on n'en a pas tenu compte.

Comment pense-t-on pouvoir combattre la possession illégale d'armes, en particulier dans des cas où nous savons qu'il y a déjà eu une condamnation ? Comment est-il possible que quelqu'un puisse circuler dans le quartier du Palais de justice à Liège en étant si lourdement armé et commettre des assassinats ? N'y a-t-il pas de zone sécurisée, d'autant plus qu'un parking souterrain, des écoles et l'hôtel de ville se trouvent également dans les parages ?

M. Francis Delpérée (cdH). – Tristesse, colère, incompréhension, compassion, ... Les mots se bousculent dans nos têtes. Au lendemain du drame de Liège, nous éprouvons quelque difficulté à mettre de l'ordre dans nos esprits.

Le monde politique n'est évidemment pas responsable de ces faits. Il y a des fous. Il y a des furieux. Il y a des fous furieux. En Belgique comme ailleurs. Il y en aura toujours.

Mais le monde politique ne doit pas se présenter aujourd'hui comme celui qui détiendrait des solutions miracles. Il doit rester modeste. Il ne doit pas apparaître comme celui qui, au prix de quelques réformes législatives décidées sous le coup d'une émotion compréhensible, ferait en sorte que la tragédie de la Place Saint-Lambert ne se présente plus jamais dans notre pays.

Dans les circonstances actuelles, il nous semble utile d'adopter une triple démarche.

La première est de prendre le temps de la réflexion. Prendre le temps d'attendre les résultats de l'enquête. Prendre le temps de mesurer sous toutes ses dimensions un problème qui intéresse plusieurs départements, notamment ceux de l'Intérieur et de la Justice.

La deuxième revient à affirmer à nouveau, en ces temps bousculés, les valeurs et les principes qui doivent guider les hommes et les femmes de notre temps dans une société démocratique : liberté, sécurité, solidarité. Ce ne sont pas seulement des mots, ce sont aussi des principes qui animent notre action. Nous pourrions peut-être réaffirmer dès maintenant quelles sont les réformes que nous ne voulons pas réaliser, les dispositifs législatifs auxquels nous ne voulons pas toucher parce qu'ils sont la garantie de ces principes et de ces valeurs.

La troisième démarche est d'accorder de l'attention aux victimes. L'action publique est éteinte. L'action civile en

gevangenisdirectie een negatief advies gaf over zijn vrijlating? Dat roept nog meer vragen op.

Zonder de wapenwet te betwisten, moet het toch mogelijk zijn dat we met zijn allen de illegale wapenhandel aanpakken. De vraag is: hoe gaan we dat doen? Ik stel die vraag namens ons allemaal.

Wij moeten ook bij voorrang aandacht schenken aan wetgeving die toezicht mogelijk maakt en de diverse actoren beter op elkaar afstemt.

Kan de minister van Justitie mij bevestigen – misschien in tegenstelling tot wat zo even in de Kamer is gezegd – dat er wel degelijk negatieve adviezen waren en waarom daarmee geen rekening werd gehouden. Dat laatste zal waarschijnlijk nog moeilijk te bevestigen zijn op dit ogenblik.

Hoe denkt men iets te kunnen doen aan het illegaal bezit van wapens, zeker in gevallen waar we weten dat er al een veroordeling is geweest? Hoe is het mogelijk dat iemand net in de buurt van het justitiepaleis van Luik zo zwaar bewapend kan rondlopen en moorden? Is er dan geen beveiligde zone, temeer omdat er in de buurt ook nog een ondergrondse parkeergarage is, scholen en het stadhuis?

De heer Francis Delpérée (cdH). – Droefheid, woede, onbegrip, medeleven ... Al die woorden gaan in onze hoofden om. Zo kort na het drama van Luik hebben we het moeilijk om alles op een rijtje te zetten.

De politieke wereld is uiteraard niet voor die feiten verantwoordelijk. Er zijn gekken. Er zijn razende gekken, in België en elders. Die zullen er altijd zijn.

De politieke wereld moet vandaag niet doen alsof hij een mirakeloplossing heeft. Hij moet bescheiden blijven. Hij moet niet de indruk wekken dat hij met enkele wetswijzigingen die door begrijpelijke emoties zijn ingegeven, ervoor zal zorgen dat de tragedie van de Place Saint-Lambert zich nooit meer zal voordoen in ons land.

In de huidige omstandigheden moeten drie stappen worden gedaan.

Ten eerste moeten we de tijd nemen om na te denken en om de resultaten van het onderzoek af te wachten. We moeten de tijd nemen om een probleem dat meerdere departementen aangaat, waaronder Binnenlandse Zaken en Justitie, in al zijn facetten in kaart te brengen.

Ten tweede moeten we, in deze woelige tijden, de waarden en beginselen in herinnering brengen die de mannen en de vrouwen in onze hedendaagse democratische samenleving moeten leiden: vrijheid, veiligheid, solidariteit. Dat zijn niet alleen woorden, maar ook de principes die ons handelen bepalen. Misschien moeten we nu eens opnieuw bevestigen welke hervormingen we niet willen realiseren en welke wetsbepalingen we niet willen wijzigen omdat ze die beginselen en waarden waarborgen.

Ten derde moeten we aandacht hebben voor de slachtoffers. De strafvordering is uitgedoofd; er kan dan ook geen burgerlijke vordering tot schadevergoeding meer worden ingesteld. Toch wil ik dat we nauwgezet nagaan hoe de wet van 1 augustus 1985 die de situatie van slachtoffers van

réparation ne saurait dès lors être engagée. Je souhaiterais toutefois que l'on examine au plus près la manière dont la loi du 1^{er} août 1985 qui règle la situation faite aux victimes d'actes de violence peut être appliquée lorsque l'auteur des actes commis en Belgique est connu mais décédé. Je sais qu'une réparation civile n'efface rien mais je souhaiterais qu'une information précise et détaillée ou, mieux, des conseils utiles puissent être donnés aux victimes, notamment sur la portée de la loi du 1^{er} août 1985.

M. Dirk Claes (CD&V). – *Après Anvers et Dendermonde, notre pays est confronté pour la troisième fois à un individu solitaire qui sème la mort et la désolation. Cette fois, les faits se sont déroulés sur la place Saint-Lambert où était organisé, comme sur de nombreuses places de Belgique actuellement, un marché de Noël. Les événements auraient pu se dérouler n'importe où dans notre pays.*

Le groupe CD&V témoigne son soutien aux personnes concernées, en premier lieu les victimes, les familles, les amis mais aussi les services de secours, la police, les services d'incendie et les hôpitaux qui ont fait du bon travail dans des circonstances inhumaines. Nous les associons dès lors aussi à cet hommage. Les victimes mais aussi tous les services de secours ont droit à un suivi sérieux car les faits continueront encore longtemps à faire trembler. Je pense par exemple aussi aux camarades de classe des victimes. Eux aussi auront besoin d'un suivi.

Je voudrais également m'arrêter à notre collègue, Willy Demeyer, le bourgmestre de Liège, mais aussi aux échevins et membres du conseil communal de cette ville, ainsi qu'aux mandataires politiques dont certains, comme le vice-premier ministre et Mme Defraigne, sont membres de cette assemblée. Ils sont aujourd'hui confrontés aux questions et remarques de leurs concitoyens liégeois. Ils sont parmi eux et les faits vont continuer à les hanter longtemps. En ce moment, ils ressentent un sentiment d'impuissance politique. Il n'est pas facile d'y réagir et nous devons dès lors le comprendre. De nombreuses questions peuvent être posées. Quel accompagnement prévoyait-on ? Quelles étaient les conditions imposées pour la libération ? Nos services de police et nos maisons de justice sont-ils suffisamment équipés pour suivre les détenus en libération conditionnelle de manière adéquate ? La législation actuelle sur les armes suffit-elle pour dépister le circuit illégal d'armes ? Cette loi empêche-t-elle l'existence de ce circuit ou présente-t-elle des lacunes ? La transmission des informations de la justice vers la police locale est elle aussi importante. La police locale savait-elle par exemple quelles personnes au lourd passé judiciaire se trouvent sur son territoire ? Voilà des questions que nous devons oser poser. Il est facile de rechercher des coupables après coup. Même si tout s'était déroulé parfaitement à Liège, ces faits auraient-ils été impossibles ? Nous devons oser réfléchir à la prévention au sens large, comme l'a déjà dit M. Mahoux, mais nous devons aussi tendre à l'avenir vers une société chaleureuse. Nous ne devons pas nous limiter à ce qui a mal tourné.

Mme Martine Taelman (Open Vld). – *Les mots semblent vains face à la folie qui a semé la mort en quelques instants à Liège. Je ne trouve donc aucun mot capable d'atténuer la souffrance des parents des victimes. Mais nous avons le devoir sacré de nous interroger en toute sérénité sur les*

gewelddaden regelt, kan worden toegepast wanneer de dader van de in België gepleegde feiten bekend is, maar is overleden. Ik weet dat een burgerlijke schadevergoeding niets uitwist, maar ik wil dat de slachtoffers duidelijke en gedetailleerde informatie, of beter nog, advies kunnen krijgen, onder meer over de draagwijdte van de wet van 1 augustus 1985.

De heer Dirk Claes (CD&V). – Na Antwerpen en Dendermonde wordt ons land voor de derde maal geconfronteerd met een eenzaat die dood en vernieling zaait. Deze keer was de plaats van de feiten de Place St. Lambert in Luik, waar er zoals nu op vele plaatsen in België ook een kerstmarkt was. De gebeurtenissen hadden zich om het even waar in ons land kunnen afspeelen.

De CD&V-fractie betuigt haar steun aan de betrokkenen, in de eerste plaats de slachtoffers, de families, de vrienden, maar ook de hulpdiensten, de politie, de brandweerdiensten en de ziekenhuizen, die in onmenselijke omstandigheden prachtig werk hebben geleverd. We betrekken hen dan ook in deze hulde. De slachtoffers, maar ook alle hulpdiensten hebben recht op degelijke nazorg, want de feiten zullen nog lang nazinderen. Ik denk bijvoorbeeld ook aan de medeleerlingen van de slachtoffers, ook zij zullen nazorg nodig hebben.

Ik wil ook even stilstaan bij onze collega, Willy Demeyer, de burgemeester van Luik, maar ook bij de schepenen en de gemeenteraadsliden van die stad en de politiek mandatarissen, van wie sommigen, onder meer de vicepremier en mevrouw Defraigne, lid zijn van deze vergadering. Zij worden nu geconfronteerd met de vragen en opmerkingen van hun inwoners, ze staan midden tussen hen en de feiten zullen hen dan ook niet snel loslaten. Op dit ogenblik hebben ze een gevoel van politieke onmacht. Het is niet gemakkelijk om daarop te reageren, en we moeten er dan ook alle begrip voor hebben. Er kunnen vele vragen worden gesteld. In welke begeleiding was voorzien? Welke voorwaarden waren opgelegd voor de invrijheidstelling? Zijn onze politiediensten en justitiehuzen wel voldoende uitgerust om voorwaardelijk vrijgelaten gevangenen adequaat te volgen? Voldoet de huidige wapenwet wat de opsporing van het illegale wapencircuit betreft? Maakt die wapenwet dat circuit onmogelijk of vertoont ze mankementen? Ook de doorstroming van informatie van justitie naar de lokale politie is belangrijk. Wist de lokale politie bijvoorbeeld welke personen met een zwaar gerechtelijk verleden zich op hun grondgebied bevinden? Dat zijn allemaal vragen die we moeten durven te stellen. Het is gemakkelijk om achteraf schuldigen te zoeken. Zelfs indien in Luik alles perfect verlopen was, zouden deze feiten dan onmogelijk geweest zijn? We moeten durven nadenken over preventie in de ruime zin, zoals collega Mahoux al zei, maar in de toekomst moeten we ook streven naar een warme samenleving. We mogen ons niet beperken tot wat op dat ogenblik is misgelopen.

Mevrouw Martine Taelman (Open Vld). – Woorden lijken futiel en zinloos tegenover de waanzin die zich deze week in Luik afspeelde en in enkele ogenblikken jonge levens wegmaaide. Ik vind dan ook geen woorden die het leed van de ouders en de familieleden kunnen verzachten. Wel hebben

mesures à prendre pour éviter qu'un tel drame se répète. Nous devons oser dresser le constat des dysfonctionnements.

Il ne faut cependant pas jeter l'enfant avec l'eau du bain. Mon groupe ne veut donc nullement remettre en question la libération conditionnelle. Imposer des conditions à des condamnés qui réintègrent la société après un bref ou long séjour en prison reste une bonne idée. En cas de risque de dérapage, il est toujours possible de rectifier le tir. Dans le cas présent, nous devons admettre que le système n'a pas fonctionné. Il faut donc l'analyser en profondeur et corriger ses failles.

Je voudrais en outre poser quelques questions concrètes. Comment imposer des mesures plus concrètes tenant compte non seulement des faits pour lesquels l'intéressé a été condamné mais aussi de sa personnalité et de son environnement ?

Nous devons également réfléchir à une amélioration du transfert d'informations entre les différents services concernés par la libération conditionnelle, les maisons de justice, les parquets, les prisons et les services de police. Il arrive parfois qu'un service de police qui soupçonne une personne en liberté conditionnelle d'être responsable de certains faits et demande des renseignements complémentaires aux assistants de justice, se heurte au secret professionnel. Il faut donc veiller à ce que chacun ait accès à toutes les informations. Peut-on prendre des mesures en ce sens ?

Le contrôle sur place doit aussi être plus efficace. Selon moi, les assistants de justice ne sont pas les personnes les plus indiquées pour prendre ce contrôle en charge. En 2009 déjà, le tribunal d'application des peines de la province d'Anvers a élaboré une procédure qui a été appliquée dans l'arrondissement de Turnhout. Les services de police et les agents de quartier sont chargés de réaliser un contrôle mensuel chez les personnes qui ont été remises en liberté conditionnelle. Ce système ne peut-il être appliqué dans l'ensemble du pays ? Est-il possible d'élaborer une procédure uniforme pour l'ensemble de notre territoire ?

J'ai appris avec plaisir que l'on s'emploierait à améliorer l'encadrement et l'accompagnement des multirécidivistes. L'époque des projets pilotes est révolue, il est temps d'évaluer et de mettre en œuvre ces dispositions sur l'ensemble du territoire.

Il est temps d'agir. Les instruments sont disponibles. Je demande donc au gouvernement de se mettre au travail. C'est la moindre des choses que l'on puisse faire pour les familles et les proches.

Mme Freya Piryns (Groen!). – *J'exprime moi aussi mes sincères condoléances à toutes les victimes et à leurs famille, amis et connaissances et mon admiration aux services de*

we de verdomde plicht om op een serene wijze te debatteren over de vraag welke stappen kunnen en moeten worden gedaan om een herhaling van zo een drama te voorkomen. We moeten onder ogen durven te zien waar het misliep.

Het kind mag echter niet met het badwater worden weggegooid. Mijn fractie wil dan ook niet het systeem van de voorwaardelijke invrijheidstelling in twijfel trekken. Het blijft een goed idee om voorwaarden te kunnen opleggen aan veroordeelden die na een kort of lang verblijf in de gevangenis opnieuw in de maatschappij komen. Mocht het dan toch nog dreigen mis te lopen, dan kan nog worden bijgestuurd en ingegrepen. In dit geval moeten we erkennen dat het systeem niet heeft gewerkt. Het moet dan ook grondig worden doorgelicht en waar het fout loopt, moet het worden bijgestuurd.

Ik heb ook enkele concrete vragen. Hoe kunnen concretere maatregelen worden opgelegd die niet alleen gebaseerd zijn op de feiten waarvoor de betrokkene is veroordeeld, maar die ook rekening houden met de persoonlijkheid van de dader en met zijn leefomgeving.

Ook moet worden nagedacht over een betere informatiedoorstroming tussen de verschillende diensten die zich met de voorwaardelijke invrijheidstelling bezig houden. De justitiehuisen, de parketten, de gevangnissen en de politiediensten zijn nu alle betrokken bij het systeem van de voorwaardelijke invrijheidsstelling. Het gebeurt echter nog al te vaak dat politiediensten die vermoeden dat bepaalde feiten worden gepleegd door personen die vrij zijn onder voorwaarden en daarover aan de justitieassistenten om bijkomende informatie vragen, op de muur van het beroepsgeheim stoten. Het is dus dringend nodig dat alle beschikbare informatie door de verschillende betrokken diensten wordt gedeeld en kan worden geraadpleegd. Kan hiervan werk worden gemaakt?

Ook moet de controle ter plaatse efficiënter worden gemaakt. Volgens mij zijn de justitieassistenten niet de aangewezen personen om die taak te vervullen. In de provincie Antwerpen heeft de strafuitvoeringsrechtbank reeds in 2009 een draaiboek opgesteld, dat onder meer in het arrondissement Turnhout is geïmplementeerd. Hierbij wordt aan de politiediensten en de wijkwerking gevraagd om minstens een maal per maand een controle ter plaatse uit te oefenen bij personen die voorwaardelijk in vrijheid zijn gesteld. Kan dat systeem in het hele land worden geïmplementeerd? Ik heb begrepen dat het College van procureurs-generaal van dat draaiboek op de hoogte is. Kan op korte termijn een uniform draaiboek voor het hele land worden opgesteld?

Ik heb met genoegen vernomen dat werk zal worden gemaakt van een betere omkadering en begeleiding van de veelplegers. De tijd van de proefprojecten is voorbij; het is nu tijd voor een evaluatie en een implementatie van die omkadering en begeleiding over het hele grondgebied.

Het is inderdaad tijd om tot actie over te gaan. De instrumenten zijn er. Ik vraag de regering dan ook hiervan werk te maken. Dat is het minste dat de familieleden en nabestaanden verdienen.

Mevrouw Freya Piryns (Groen!). – Ook ik betuig mijn zeer oprechte deelneming aan alle slachtoffers en hun familie, vrienden en kennissen en ik uit mijn bewondering voor de

secours pour la manière dont ils ont réagi. Dans des situations comme celle-ci, les mots sont vains et nous pouvons difficilement nous mettre à la place des victimes et de leurs proches. Nous ne pouvons pas davantage comprendre comment un être humain peut être capable d'une violence anonyme et aveugle aussi insensée, ni ce qui l'anime. Il est difficile d'obtenir une réponse à ces questions mais elles doivent être posées si voulons éviter que des événements aussi tragiques se reproduisent.

Il est indispensable que nous nous engagions tous sans relâche à bâtir une société ouverte, tolérante et sans violence. Comment éviter qu'une personne puisse se procurer de telles armes de guerre ? Voilà la question essentielle. Quelles mesures concrètes le gouvernement prendra-t-il et que prévoit le plan national de sécurité à cet égard ?

Il me paraît par ailleurs important que les citoyens mais aussi les parlementaires posent des questions sur les conditions et le contrôle de la libération conditionnelle. Nous devons mener ce débat en profondeur et sereinement. Nous devons nous interroger sur les missions que nous pouvons attendre des assistants de justice ainsi que sur le rôle des agents de quartier et autres agents de police. Il ne faut pas tout demander aux assistants de justice. Prenons le temps de ce débat. Des mesures ad hoc prises à la hâte ne permettront pas d'éviter de tels drames.

L'oubli n'est pas possible, ni pour les victimes, ni pour nous. J'espère qu'il est réellement possible d'éviter la répétition d'un tel drame même si l'on ne peut jamais exclure totalement des coups de folie comme celui-là.

Mme Annemie Turtelboom, ministre de la Justice. – *Je me rallie aux marques de sympathie que le vice-premier ministre Vanackere vient d'exprimer. Les événements dramatiques de Liège sont naturellement inadmissibles.*

Dès que nous en avons été informés, le premier ministre Di Rupo a convoqué la vice-première ministre Mme Milquet et moi-même pour discuter de la situation et nous sommes partis à Liège, d'une part pour témoigner notre solidarité avec les victimes et, d'autre part, pour prendre connaissance en détail des événements qui s'étaient produits. Nous avons discuté avec les autorités locales, les services de police et la justice. Les mots nous ont manqué à ce moment.

Il s'est rapidement avéré qu'il s'agissait d'un acte isolé, un acte qui n'avait rien à voir avec le terrorisme ou l'extrémisme.

C'était l'acte d'un homme isolé qui, selon ses avocats, se sentait poursuivi par la justice, d'un individu qui était bien connu de la justice et de la police. Les véritables motifs de son acte dramatique restent jusqu'à présent inconnus.

À l'heure actuelle, nous devons surtout être solidaires et soutenir les victimes. Différentes personnes, dont quelques blessés graves, se trouvent encore à l'hôpital. La ministre de l'Intérieur donnera tout à l'heure des informations

hulpdiensten en de manier waarop ze hebben gereageerd. In situaties als deze schieten woorden, net als ons inlevingsvermogen, altijd tekort. We kunnen ons onmogelijk echt voorstellen wat de slachtoffers en hun naasten op het ogenblik van het gebeuren, maar ook vandaag nog voelen. We kunnen net zo min begrijpen hoe iemand in staat is tot dergelijk – uiteraard – zinloos blind en anoniem geweld en wat hem daarbij bezielt. Op die vragen is het moeilijk een antwoord te vinden, al moeten we ze wel stellen om te proberen dergelijke tragische gebeurtenissen te voorkomen.

Zoals andere collega's al hebben gezegd, is een volgehouden inzet van ons allemaal voor een open, tolerante en geweldloze samenleving daarvoor uiteraard noodzakelijk. De belangrijkste vraag is echter hoe we ervoor kunnen zorgen dat niemand meer dergelijke oorlogswapens in zijn bezit kan hebben. Het lijkt wel alsof het helemaal niet meer zo moeilijk is om een kalasjnikov te bezitten. Ik sluit me dan ook aan bij de concrete vragen die hierover zijn gesteld. Welke concrete maatregelen zal de regering nemen en wat staat erover in het nationaal veiligheidsplan?

Verder vind ik het ook begrijpelijk dat burgers, maar ook parlementsleden, heel wat vragen stellen over de voorwaarden voor en de controle na de voorlopige invrijheidstelling. Dat debat moeten we dan ook uitgebreid en zeer sereen voeren. We moeten ons afvragen welke taken we kunnen en mogen verwachten van justitieassistenten, maar ook welke rol wijkagenten en andere politieagenten eventueel moeten spelen. We kunnen immers niet alles van de justitieassistenten vragen. Laten we voor dat debat uitgebreid de tijd nemen. Met snelle ad-hocmaatregelen kunnen we dergelijke drama's niet voorkomen.

Vergeten is geen optie, niet voor de slachtoffers, maar ook niet voor ons. Ik hoop dat voorkomen wel kan, al moeten we beseffen dat het helaas onmogelijk is om dit soort waanzin compleet uit te sluiten.

Mevrouw Annemie Turtelboom, minister van Justitie. – Ik sluit me aan bij de blijken van medeleven die vicepremier Vanackere daarnet heeft uitgesproken. De dramatische gebeurtenissen in Luik zijn uiteraard onaanvaardbaar.

Zodra we op de hoogte waren, heeft premier Di Rupo vicepremier Milquet en mijzelf samengeroepen om de situatie te bespreken en zijn we ook naar Luik vertrokken, enerzijds om onze solidariteit met de slachtoffers te betuigen, anderzijds om kennis te nemen van wat er precies was gebeurd. We hebben gesproken met de lokale autoriteiten, de politiediensten en justitie. Woorden schoten ons daar te kort.

Al snel bleek echter dat het om een geïsoleerde daad ging, een daad die niets te maken had met terrorisme of extremisme.

Het was een daad van een geïsoleerde man die zich volgens zijn advocaten achtervolgd voelde door justitie, van een individu dat het gerecht en de politie welbekend was. De echte motieven voor zijn dramatische daad blijven tot nu toe onbekend.

We moeten op dit ogenblik vooral solidair zijn en de slachtoffers opvangen. Verschillende mensen, onder wie enkele zwaargewonden, liggen nog in het ziekenhuis. De minister van Binnenlandse Zaken zal straks bijkomende informatie geven over hoe de hulpverlening is verlopen.

complémentaires sur la manière dont les secours se sont déroulés.

Le gouvernement est résolu à tout mettre en œuvre pour garantir la sécurité des citoyens. Hier matin, nous avons tenu un cabinet restreint pour coordonner la réponse que nous donnons en tant que gouvernement. L'après-midi, à mon cabinet, nous avons poursuivi les travaux en groupes intercabinets pour concrétiser les décisions. Le principal est aujourd'hui de comprendre ce qui s'est passé et d'avoir une idée de la personnalité et du parcours du criminel, de la manière dont il était suivi depuis sa libération conditionnelle, des conditions de sa libération et des circonstances lui ayant permis de commettre un acte aussi barbare. Si de nouveaux éléments apparaissaient, Mme Milquet et moi-même pourrions communiquer des informations complémentaires, par exemple en réunion de commission, dans le but de prendre les mesures appropriées.

La sécurité est une priorité absolue du gouvernement. L'accord de gouvernement traduit cet engagement. Le gouvernement est prêt à prendre des mesures réfléchies qui auront de réels effets sur le terrain, mais il veut éviter d'initier, sous le coup de l'émotion, des réformes précipitées qui *in fine* n'apporteraient aucun effet concret pour les citoyens.

Sur la base des premières informations recueillies, le gouvernement a d'ores et déjà identifié quatre domaines d'action prioritaires.

Primo, les armes, et plus particulièrement le trafic d'armes illégales ainsi que la détention ou l'usage d'armes lourdes. Manifestement, l'auteur des faits a pu se procurer tout un arsenal. Nous examinerons comment la politique de sécurité peut être renforcée face à ce problème. Cela passe par une analyse de notre législation et des moyens d'enquête dont disposent nos forces de l'ordre. Si nécessaire, la législation sera modifiée pour renforcer la lutte contre les trafiquants d'armes et contre ceux qui les utilisent pour commettre des atrocités.

La question des armes doit être abordée dans le prochain Plan national de sécurité 2012-2015. Il semble en effet que la connaissance de ce phénomène en Belgique soit insuffisante. D'où viennent ces armes et quelles sont-elles ? Nous devons les cartographier et les recenser pour avoir une vision globale et continue nous permettant de lutter plus efficacement contre ce trafic.

Une action efficace passe également par un renforcement de la coopération européenne en matière de trafic d'armes conformément aux initiatives prises dans le cadre de la présidence belge de l'Union européenne en décembre 2010 ; il faut notamment uniformiser nos législations.

Je connais très bien cette partie de la législation, parce que, durant la présidence belge de l'UE et lorsque j'étais en charge du département de l'Intérieur, nous avons minutieusement examiné le phénomène des armes lourdes. C'est un phénomène récent, au sujet duquel nous constatons que, dès qu'une guerre se termine quelque part, il y a un afflux d'armes, non seulement en Belgique mais dans tous les pays européens. Nous constatons également que quand des réseaux sont découverts et démantelés, la criminalité diminue immédiatement. C'est pour cela aussi que je plaide pour un

De regering is vastberaden om alles in het werk te stellen om de veiligheid van de burgers te garanderen. We hebben gisterenmorgen een kernkabinet gehouden om het antwoord dat wij hierop als regering geven, te coördineren. In de namiddag hebben we de werkzaamheden om de beslissingen te concretiseren op mijn kabinet voortgezet in interkabinettenwerkgroepen. Het belangrijkste blijft vandaag om te begrijpen wat er is gebeurd en inzicht te krijgen in de persoonlijkheid en het traject van de crimineel, de manier waarop hij gevolgd werd sinds zijn voorwaardelijke vrijlating, de voorwaarden van zijn vrijlating en de omstandigheden die het hebben mogelijk gemaakt dat hij een dergelijke barbaarse daad kon uitvoeren. Mochten er nieuwe elementen opduiken, dan kunnen collega Milquet en ik bijkomende inlichtingen verstrekken, bijvoorbeeld in een commissievergadering, met de bedoeling om passende maatregelen te nemen.

Veiligheid is een absolute prioriteit voor de regering. Dat staat ook zo in het regeerakkoord. De regering staat klaar om doordachte maatregelen te nemen die in de praktijk echt een verschil zullen maken. Ze wil echter vermijden dat door de emotie overhaaste hervormingen worden doorgevoerd die de burgers uiteindelijk niets concreet zullen bijbrengen.

Op basis van de ingewonnen informatie heeft de regering al vier prioritaire actiedomeinen afgelijnd.

Een eerste punt zijn de wapens en meer bepaald de handel in illegale wapens en het bezit en het gebruik van zware wapens. De dader van de feiten heeft een arsenaal kunnen aanleggen. We zullen nagaan hoe het veiligheidsbeleid ten aanzien van dat probleem kan worden versterkt. De wetgeving en de onderzoeksmiddelen waarover onze ordediensten beschikken, zullen worden geanalyseerd. Zo nodig zal de wetgeving worden aangepast met het oog op een sterkere aanpak van de wapenhandelaars en van diegenen die de wapens gebruiken om dergelijke wreedheden te plegen.

Wapens moeten een thema zijn in het volgende Nationale Veiligheidsplan 2012-2015. Het lijkt erop dat dit fenomeen in België onvoldoende bekend is. Om welke wapens gaat het en waar komen ze vandaan? We zullen ze in kaart moeten brengen en tellen zodat we een totaalbeeld krijgen waarmee we die handel op een meer efficiënte wijze kunnen aanpakken.

Voor een efficiënte aanpak moet ook de Europese samenwerking inzake wapenhandel worden versterkt, conform de initiatieven die in december 2010 zijn genomen in het raam van het Belgische Voorzitterschap van de Europese Unie. Zo moeten de nationale wetgevingen worden geharmoniseerd.

Dit deel van de wetgeving ken ik vrij goed, omdat we precies tijdens het Belgische Voorzitterschap van de EU en tijdens mijn periode op Binnenlandse Zaken het fenomeen van de zware wapens onder de loep hebben genomen. Het is een recent fenomeen, waarbij we vaststellen dat, zodra ergens een oorlog eindigt, er een extra toevloed van wapens is, niet alleen in België, maar in alle Europese landen. We merken ook dat, wanneer er netwerken ontmaskerd en drooggelegd worden, de criminaliteit onmiddellijk daalt. Ook daarom pleit

renforcement de la lutte contre les armes lourdes.

Dans le cadre de la lutte contre l'économie illégale, nous devons aussi, comme le prévoit l'accord de gouvernement, intervenir de manière impitoyable contre le financement de la criminalité et les sources de revenus des criminels : argent de la drogue pour l'achat d'armes, argent de la prostitution, etc. Nous devons surtout examiner en premier lieu comment nous pouvons encore plus rapidement priver ces criminels de leurs sources de revenus.

Après la tuerie de Liège, nous étions naturellement tous choqués. J'ai moi-même été choquée par le fait que l'auteur était multirécidiviste, un criminel qui était en même temps impliqué dans le commerce de drogue, le commerce des armes, des délits sexuels, ... Il était connu de la justice et de la police. Le gouvernement vérifiera si notre législation est adaptée pour s'attaquer à de tels multirécidivistes. Ce type de criminel doit être appréhendé de manière appropriée et nous devons disposer des instruments voulus pour assurer le suivi policier adéquat de ces personnes. En effet, il s'agit trop souvent de récidivistes.

L'auteur était en liberté conditionnelle et était suivi par la justice. Des questions se posent donc au sujet de l'échange d'informations entre tous les acteurs concernés par le suivi des personnes libérées conditionnellement. Le gouvernement veillera à ce qu'il y ait un échange d'informations non seulement permanent mais aussi efficace entre la police, le parquet, les établissements pénitentiaires et la justice. La circulation accrue des informations était au centre de la réforme des polices, mais il appert que, onze, douze ans après l'évasion de Dutroux, c'est toujours un point névralgique au sein de la justice. Il faudra aussi appréhender cela en priorité afin qu'en cas de nécessité les acteurs de terrain puissent tirer la sonnette d'alarme et prendre les mesures adéquates contre les individus qui ne respectent pas les conditions de leur libération.

Madame la Présidente, chers collègues, le gouvernement entend tirer toutes les leçons de ce qui s'est passé et agir avec grande détermination. La phase d'analyse sera rapidement suivie de propositions et de mesures concrètes et le parlement sera évidemment associé à la démarche.

Je puis vous assurer, en mon nom personnel, que j'approfondirai et analyserai immédiatement dans un groupe de travail les mesures que mes collègues et moi-même avons proposées en cabinet restreint et que je les concrétiserai. Je m'y engage en tant que ministre de la Justice parce que nous devons tirer les leçons politiques de faits aussi dramatiques en prenant non pas des « dispositions à chaud », mais des mesures de fond. De tels événements sont inacceptables pour notre société, mais ils ont surtout de très graves conséquences pour les victimes et leurs familles, auxquelles nous ne pouvons aujourd'hui que témoigner notre sympathie.

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur. – *Mes pensées vont en premier lieu aux familles des victimes, aux blessés et aux Liégeois. Je leur présente à tous mes condoléances.*

Je voudrais relever un certain nombre d'éléments qui n'ont pas encore été mentionnés. J'ai quelques chiffres relatifs à l'efficacité de la police et des services de secours. Dans les minutes qui ont suivi l'attaque, plus de 250 policiers de la

ik voor een versterkte strijd tegen de zware wapens.

In het kader van de strijd tegen de illegale economie moeten we, zoals gepland in het regeerakkoord, ook optreden tegen de financiering van de misdaad en de inkomstenbronnen van criminelen – drugsgeld om wapens te kopen, geld uit prostitutie, enzovoort – genadeloos opsporen. Vooral moeten we onderzoeken met welke middelen we, in de eerste plaats, deze criminelen hun inkomstenbronnen nog sneller kunnen afnemen.

Natuurlijk waren we na de moordpartij in Luik allemaal geschokt. Ikzelf was vooral geschokt door het feit dat de dader een veelpleger was, een misdadiger die tegelijk betrokken was bij drugshandel, wapenhandel, seksuele misdrijven ... Hij was bekend bij justitie en politie. De regering zal nagaan of onze wetgeving aangepast is om dergelijke veelplegers aan te pakken. Dit specifieke type misdadigers moet op een passende manier worden aangepakt en we moeten over de juiste instrumenten beschikken om voor geschikte politieke begeleiding van deze misdadigers te zorgen. Al te vaak gaat het immers om recidivisten.

De dader was vrij onder voorwaarden en werd door het gerecht opgevolgd. Er rijzen dus vragen over de informatie-uitwisseling tussen alle actoren die bij de opvolging van voorwaardelijk vrijgelaten personen betrokken zijn. De regering zal erop toezien dat er niet alleen een permanente, maar ook een efficiënte uitwisseling van informatie plaatsvindt tussen politie, parket, gevangenis en justitie. Het veel meer laten doorstromen van informatie was ooit de kern van de politiehervorming, maar elf, twaalf jaar na de ontsnapping van Dutroux blijkt dit nog altijd een pijnpunt te zijn bij justitie. Ook dat zal bij voorrang moeten worden aangepakt, zodat de actoren op het terrein, wanneer dat nodig is, aan de alarmbel kunnen trekken en gepaste maatregelen kunnen treffen tegen individuen die de voorwaarden van hun vrijlating niet respecteren.

Mevrouw de voorzitter, beste collega's, de regering wil lessen trekken uit de gebeurtenissen en zal met veel vastberadenheid handelen. De analyses zullen snel door concrete voorstellen en maatregelen worden gevolgd. Uiteraard zal het parlement hierbij worden betrokken.

In eigen naam kan ik verzekeren dat ik de maatregelen die ik en mijn collega op het kernkabinet hebben voorgesteld, onmiddellijk in een werkgroep verder zal uitdiepen en analyseren en dat ik die zal concretiseren. Als minister van Justitie wil ik me daarvoor inzetten, omdat we uit dergelijke dramatische feiten politieke lessen moeten trekken, niet in een steekvlampolitiek, maar ten gronde. Dit soort zaken is onaanvaardbaar voor onze maatschappij, maar ze hebben vooral immens grote gevolgen voor de slachtoffers en hun families, met wie we vandaag alleen ons medeleven kunnen betuigen.

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken. – *Mijn gedachten gaan in de eerste plaats naar de families van de slachtoffers, de gewonden en de inwoners van Luik. Ik betuig hen allen mijn medeleven.*

Ik wil wijzen op een paar feitelijke elementen die nog niet werden vermeld. Ik heb enkele cijfers over de doeltreffendheid van de politie en van de hulpdiensten. Binnen de paar minuten na de aanslag kwamen meer dan 250

zone de Liège, 120 policiers fédéraux et 90 enquêteurs sont arrivés sur place. Dans les six minutes, les services de secours se trouvaient aussi sur les lieux.

Cette question sur l'éventuel manque d'efficacité des services de police m'étonne, car elle ne correspond absolument pas à la réalité.

De nombreux policiers locaux étaient sur place en raison de la fermeture du marché de Noël. Les secours sont arrivés très vite et les agents de police, au nombre de 250, ont été soutenus par la police fédérale et d'autres agents de Liège.

Dans un premier temps, étant donné la confusion provoquée par les grenades et par la fusillade, il était difficile de déterminer s'il s'agissait d'un tireur isolé ou de plusieurs auteurs. Les policiers ont agi adéquatement et avec la plus grande célérité, en donnant des ordres pour que les personnes se réfugient dans les magasins. Ils ont cherché d'éventuels complices en fuite, puisque les premiers témoignages étaient un peu confus.

Je voudrais exprimer mes remerciements aux forces de l'ordre et aux services médicaux et saluer la grande solidarité qui est née ; les éléments indiquent que les services ont agi en concertation avec le centre de crise, ont eu un échange rapide d'informations et ont œuvré avec efficacité au service de la population et de sa sécurité.

Mme Christine Defraigne (MR). – Je n'ai certainement pas jeté la suspicion sur les forces de l'ordre, j'ai souligné la solidarité des services de secours et je me suis simplement interrogée sur cette panique qui a duré pendant deux heures environ dans la ville. J'en ai été personnellement témoin. J'ai posé la question, en dehors de toute polémique, de savoir si l'on pouvait éventuellement tirer des leçons sur la façon d'organiser les choses dans pareil cas. Cette question n'est nullement étonnante, les Liégeois se la posent, et elle a toute sa pertinence.

J'ai écouté la ministre de la Justice et j'ai pris acte des intentions, du volontarisme. Je pense que la ministre devra revenir assez vite devant le parlement afin de préciser si la loi sur les armes et la loi sur la libération conditionnelle seront oui ou non modifiées. Il faut selon moi éviter de se cantonner dans des intentions et communiquer les axes d'intervention.

M. Jacky Moraël (Ecolo). – Je voudrais insister une fois de plus sur le trafic international mafieux d'armes de guerre. Cela me paraît être un point essentiel dans le dossier qui nous occupe.

Je viens de m'entretenir avec le précédent ministre de la Justice, M. De Clerck, et il a convenu que ce fut sans doute une erreur de ne plus avoir donné la priorité à cette thématique dans le dernier plan national de sécurité et de ne pas l'avoir prévue dans l'avant-projet du prochain plan. Mais je suis convaincu que le gouvernement et la ministre Milquet auront à cœur de remettre cette priorité à l'avant-plan du projet qui sera soumis au parlement dans les années qui viennent.

Je voudrais aussi insister sur la dimension internationale à l'intérieur de l'espace Schengen. Il faut organiser les meilleures synergies et collaborations en termes d'échange d'information, d'harmonisation des procédures pour la

politieagenten van de zone van Luik, 120 agenten van de federale politie en 90 rechercheurs op het terrein. Binnen de zes minuten kwamen ook de medische hulpdiensten ter plaatse.

De vraag over een eventueel gebrek aan efficiëntie bij de politiediensten verbaast me. Dat strookt helemaal niet met de realiteit.

Meerdere agenten van de lokale politie waren ter plaatse omdat de kerstmarkt werd gesloten. De hulpdiensten waren zeer snel ter plaatse en de 250 politieagenten kregen ondersteuning van de federale politie en van andere agenten uit Luik.

In eerste instantie heerste er grote verwarring door de granaten en de schietpartij. Het was moeilijk om uit te maken of het om een geïsoleerde schutter, dan wel om meerdere daders ging. De politie is gepast en zeer snel opgetreden; ze heeft de mensen bevolen in de winkels te vluchten. Ze heeft eventuele vluchtende medeplichtigen gezocht omdat de eerste getuigenissen immers verwarrend waren.

Ik dank de ordediensten en de medische diensten. De solidariteit was groot. De informatie wijst erop dat de diensten in overleg met het crisiscentrum zijn opgetreden, dat ze snel informatie hebben uitgewisseld en dat ze doeltreffend te werk zijn gegaan ten dienste van de bevolking en de veiligheid.

Mevrouw Christine Defraigne (MR). – *Ik verdenk zeker niet de politie en heb de solidariteit van de hulpdiensten beklemd. Ik heb alleen vragen bij de paniek die twee uur in de stad heeft geheerst. Ik was er persoonlijk getuige van. Ik heb de vraag gesteld omdat ik wilde weten of we uit dergelijke gebeurtenissen eventueel lessen kunnen trekken. Dat is geen verbazingwekkende vraag. Ook de Luikenaars vragen zich dat af. De vraag is zeer gegrond.*

Ik heb naar de minister van Justitie geluisterd en heb akte genomen van haar intenties en van wat ze wil. Ik denk dat de minister weldra in het parlement duidelijk moet maken of de wapenwet en de wet op de voorwaardelijke invrijheidsstelling al dan niet zullen worden gewijzigd. We mogen het niet bij intenties houden, maar moeten zeggen wat we gaan doen.

De heer Jacky Moraël (Ecolo). – *Ik wil eens te meer benadrukken dat de maffiose internationale handel in oorlogswapens een essentieel punt is in dit dossier.*

Ik heb net de vorige minister van Justitie, de heer De Clerck, gesproken. Hij erkende dat het waarschijnlijk een fout was om van dat thema geen prioriteit te maken in het laatste nationale veiligheidsplan en om het niet op te nemen in het voorontwerp van het volgende plan. Ik ben er zeker van dat de regering en minister Milquet die prioriteit een belangrijke plaats zullen geven in het ontwerp dat in de komende jaren aan het parlement zal worden voorgelegd.

Ik wil ook de internationale dimensie binnen de Schengenruimte onderstrepen. De informatie-uitwisseling moet beter worden georganiseerd en de procedures voor het verkeer van dergelijke 'producten' moeten worden geharmoniseerd. We mogen ons niet beperken tot de Schengenzone. Sommige Balkanlanden zijn nillens willens

circulation de ce genre de « produits ». Ne nous limitons pas à la zone Schengen car certains pays des Balkans sont pourvoyeurs malgré eux de ce type d'armes très dangereuses mais ne font pas partie des procédures Schengen. Une coordination limitée à l'intérieur de la zone Schengen s'avérerait très vite inopérante. Mais je ne doute pas de la volonté du gouvernement de porter remède à cette situation.

Mme Fauzaya Talhaoui (sp.a). – *Je suis chaque fois étonnée de la facilité avec laquelle certaines personnes parviennent à se procurer des armes : le 5 mai 2006, Hans Van Themsche, un tueur fou, a ainsi provoqué d'énormes dégâts.*

Selon la ministre de la Justice, des armes en provenance de zones de guerre entrent en Belgique. Nous sommes une cible facile en matière de transport. La ministre sait-elle que non seulement de la drogue mais aussi des armes lourdes arrivent par le port d'Anvers ? La ministre pourrait s'informer de ce qui se passe à Anvers.

La coordination entre la justice et la police est capitale si l'on veut assurer un suivi plus strict des multirécidivistes.

M. Bart Laeremans (VB). – *La réponse des ministres est décevante et ne comprend aucun élément concret.*

À propos de la fameuse loi Lejeune, la seule volonté exprimée est de traiter les multirécidivistes de manière adéquate. Les intentions du gouvernement sont purement symboliques. Elles sont taillées sur mesure pour quelques détenus symboliques tels que Michelle Martin. Le grand problème est que la plupart des malfaiteurs, surtout ceux condamnés à une peine de prison de moins de trois ans, sont déjà libérés après avoir purgé une petite partie de la peine voire ne subissent aucune sanction du tout. Ce tabou devrait être brisé. Je vous renvoie à la pétition de masse – consécutive à l'affaire Dutroux – en faveur des peines incompressibles, qui a rassemblé 2,3 millions de signatures.

De même, je perçois peu de changements concrets en matière de suivi. Nous n'avons pas reçu de réponse aux questions relatives aux instructions – publiées dans certains journaux – consistant à importuner le moins possible les libérés conditionnels.

Je le répète, je suis déçu. Nous nous voyons contraints de poser des questions complémentaires en commission. Si elles restent aussi sans réponse, nous demanderons une commission d'enquête.

M. Philippe Mahoux (PS). – Je prends bonne note des quatre points qui ont été soulignés par la ministre de la Justice, et j'en remercie le gouvernement.

Suite à l'intervention de la ministre de l'Intérieur, je voudrais réitérer la gratitude que je manifestais dans mon information première et saluer la rapidité, la fermeté et la dignité avec lesquelles le gouvernement a réagi à l'événement qui s'est produit dès sa création.

M. Huub Broers (N-VA). – *Je prends connaissance du programme en quatre points et du programme en cinq points de M. Di Rupo. Je suppose que la ministre a combiné les deux points qui relèvent de sa responsabilité.*

Selon le programme du premier ministre, il faudrait plus

leverancier van dergelijke zeer gevaarlijke wapens, maar ze vallen niet onder de Schengenprocedures. Als de coördinatie tot de Schengenzone beperkt blijft, zou ze zeer snel ondoeltreffend blijken. Ik ben er zeker van dat de regering een oplossing wil vinden voor dit probleem.

Mevrouw Fauzaya Talhaoui (sp.a). – Ik ben telkens verbaasd als ik zie met welk gemak sommige mensen aan wapens zien te komen. We hebben op 5 mei 2006 met Hans Van Themsche kunnen ervaren hoe dolle daders gemakkelijk aan wapens komen en een enorme ravage aanrichten.

Volgens de minister van Justitie komen er wapens uit oorlogsgebieden naar België. We zijn een gemakkelijk doelwit op het vlak van transport. Heeft de minister er weet van dat er via de haven van Antwerpen niet alleen drugs worden binnengebracht, maar ook zware wapens. De minister zou eens haar licht in Antwerpen kunnen opsteken.

De coördinatie tussen justitie en politie en justitie is ontzettend belangrijk indien men veelplegers strenger wil volgen.

De heer Bart Laeremans (VB). – Het antwoord van de ministers is ontgoochelend. Er is niets concreets.

Wat de fameuze wet-Lejeune betreft, hoor ik enkel dat men veelplegers op passende wijze wil aanpakken. De voornemens van de regering zijn louter symbolisch. Ze zijn op maat gesneden van enkele symbolische gevangenen, zoals Michelle Martin. Het grote probleem is dat de meeste misdadigers, vooral degenen met een gevangenisstraf van minder dan drie jaar, al na het uitzitten van een klein deel van de straf worden vrijgelaten of zelfs in het geheel geen straf ondergaan. Dit taboe zou moeten worden doorbroken. Ik verwijs naar de massapetitie met 2,3 miljoen handtekeningen tegen samendrukbare straffen na de zaak Dutroux.

Ook inzake de follow-up zie ik weinig concrete veranderingen. Een antwoord op de vragen over de berichten op de eerste pagina's van een aantal kranten over de instructies om voorwaardelijk vrijgelatenen niet lastig te vallen, tenzij ze voor overlast zorgen, hebben we niet gekregen.

Ik ben dus ontgoocheld. We zien ons genoodzaakt bijkomende vragen te stellen in de commissie. Als we dan nog geen antwoord krijgen, zullen we een onderzoekscommissie vragen.

De heer Philippe Mahoux (PS). – *Ik neem akte van de vier punten die de minister van Justitie naar voren heeft geschoven en ik dank de regering.*

Aansluitend op het betoog van de minister van Binnenlandse Zaken wil ik nogmaals mijn dankbaarheid uiten voor de snelheid, de doortastendheid en de waardigheid waarmee de regering heeft gereageerd op de gebeurtenis die zich zo snel na haar aantreden heeft voorgedaan.

De heer Huub Broers (N-VA). – Ik neem kennis van het vierpuntenprogramma en van het vijfpuntenprogramma van de heer Di Rupo. Ik veronderstel dat de minister er twee betreffende haar eigen verantwoordelijkheid heeft samengevat.

d'agents dans les rues ainsi que davantage d'assistants de prévention et de sécurité. Ce thème était déjà actuel quand la ministre détenait le portefeuille de l'Intérieur. Au demeurant, je m'interroge sur l'utilité d'une garde municipale dans de telles circonstances.

Le premier ministre dit aussi que l'information doit mieux circuler entre les responsables du suivi des libérés conditionnels, et je m'en réjouis.

Je n'ai pas obtenu confirmation du fait que deux avis défavorables à la libération conditionnelle d'Amrani auraient été rendus ; j'espère que ce n'est pas le cas.

Mme la présidente. – Je remercie le gouvernement et les collègues qui ont apporté leur contribution à ce débat.

Questions orales

Question orale de Mme Nele Lijnen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur «le camp Ashraf et le délai imminent du gouvernement irakien» (n° 5-332)

Question orale de M. Peter Van Rompuy au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur «la situation dans le camp de réfugiés Ashraf» (n° 5-338)

Mme la présidente. – Je vous propose de joindre ces questions orales. (*Assentiment*)

Mme Nele Lijnen (Open Vld). – *La présence au camp Ashraf en Irak de quelques milliers de partisans des Moudjahiddines du peuple iranien devient intolérable pour le gouvernement irakien. Selon la Constitution irakienne, toutes les séquelles de l'ère Saddam Hussein doivent être résolues au plus tard le 31 décembre 2011. Les autorités irakiennes exigent donc que les Iraniens qui résident dans ce camp quittent le pays d'ici cette date. L'ambassade d'Irak l'a à nouveau confirmé par écrit. On a arrêté de livrer au camp des médicaments et d'autres produits de première nécessité.*

La date butoir fixée par l'Irak oblige la communauté internationale à agir très rapidement pour prévenir un possible massacre. Bien que le pouvoir irakien soit en droit d'exercer son autorité sur le territoire national, il est essentiel de tenir compte des droits humanitaires des résidents du camp. Idéalement, le camp pourrait rester ouvert un peu plus longtemps, ce qui permettrait aux Nations unies de faire leur travail et d'achever le recensement des résidents. L'accueil de ces résidents par des pays tiers constitue une alternative.

Quelles mesures a-t-on prises pour éviter un scénario dramatique ? En d'autres termes, que va-t-on faire sur le terrain pour éviter les violences et une escalade potentielle ? Y a-t-il une concertation à l'échelon européen quant à un éventuel accueil de ces réfugiés iraniens ?

Qu'a fait notre pays pour accueillir des réfugiés iraniens ?

In het programma van de eerste minister staat dat er meer blauw op straat moet komen en dat er meer stadswachten moeten komen. Dit thema was al aan de orde toen ze nog minister van Binnenlandse Zaken was. Ik vraag me bovendien af of stadswachten in een dergelijk geval kunnen helpen.

De premier zegt ook dat de informatiedoorstroming van degenen die moeten toezien op personen die voorwaardelijk in vrijheid zijn gesteld, moet verbeteren. Dat verheugt me.

Ik kreeg geen informatie over het feit dat er twee ongunstige adviezen voor de voorwaardelijke invrijheidsstelling van Amrani gegeven zouden zijn. Ik hoop dat het tegendeel waar is.

De voorzitter. – Ik dank de regering en de collega's voor hun bijdrage aan dit debat.

Mondelinge vragen

Mondelinge vraag van mevrouw Nele Lijnen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken over «kamp Ashraf en de nakende deadline vanwege de Iraakse regering» (nr. 5-332)

Mondelinge vraag van de heer Peter Van Rompuy aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken over «de situatie in het vluchtelingenkamp van Ashraf» (nr. 5-338)

De voorzitter. – Ik stel voor deze mondelinge vragen samen te voegen. (*Instemming*)

Mevrouw Nele Lijnen (Open Vld). – De aanwezigheid van enkele duizenden medestanders van de Iraanse Volksmoedjahedien in het kamp van Ashraf in Irak vormt een doorn in het oog van de Iraakse regering. Alle kwesties uit het tijdperk van Saddam Hoessein moeten volgens de Iraakse grondwet ten laatste tegen 31 december 2011 opgelost zijn. Daarom eisen de Iraakse autoriteiten dat de Iraanse bewoners van het kamp het land vóór die datum verlaten. Dat werd overigens nogmaals bevestigd door een schrijven van de Iraakse ambassade. De toevoer van medicijnen en andere levensnoodzakelijke middelen naar het kamp werd intussen stopgezet.

De concrete deadline die Irak naar voor schuift, leidt ertoe dat de internationale gemeenschap razendsnel moet handelen om een potentieel bloedbad te voorkomen. Hoewel de Iraakse overheid over het recht beschikt gezag uit te oefenen over eigen grondgebied, is het van fundamenteel belang dat er rekening wordt gehouden met de humanitaire rechten van de bewoners van het kamp. Ideaal is een situatie waarin het kamp tijdelijk langer word opengehouden, zodat de Verenigde Naties hun werk kunnen doen en de registratie van inwoners kunnen voltooien. Een andere oplossing ligt in de opvang door derde landen van de inwoners van dit kamp.

Welke concrete maatregelen werden getroffen om een faliekant scenario te voorkomen? Wat gaat er met andere woorden op het terrein geschieden om alle geweld en mogelijke escalaties te voorkomen? Is er sprake van Europese samenwerking in verband met de mogelijke opvang van deze Iraanse vluchtelingen?